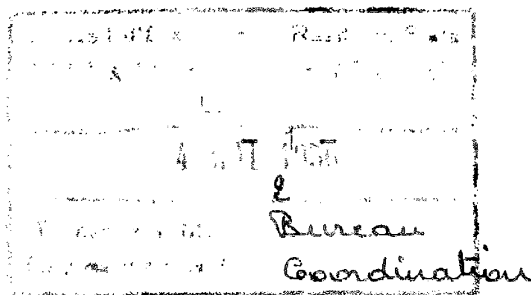


VVV.

L.5159/2.



ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 29 mars 1956, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", a donné le 29 mars 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e Maart 1956 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel", heeft de 29e Maart 1956 het volgende advies gegeven :

Le présent projet apporte de nouvelles modifications à un projet antérieur sur lequel le Conseil d'Etat a donné un premier avis le 26 juillet 1955 (n°L.4833/2) et sur lequel, à la suite d'une première série de modifications, il a donné un second avis le 24 février 1956 (n°L.5099/2). Le Gouvernement s'étant rallié à la plupart des observations faites dans les avis antérieurs, le Conseil d'Etat se borne, en conséquence, à l'examen des modifications nouvelles.

Ces modifications consistent principalement :

- 1° dans le rétablissement pour les fonctions de la carrière du Service extérieur, des droits de priorité accordés par les lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947;
- 2° dans la suppression du signalement pour les agents des carrières du Service extérieur et de la chancellerie;
- 3° dans la modification des critères de classement des agents;
- 4° dans le relèvement de la limite d'âge;
- 5° dans l'introduction de dispositions spéciales relatives à l'accès des agents de la carrière de l'administration centrale à la carrière de chancellerie (article 42 nouveau).

+

+

+

.../...

ARTICLE 5.

L'article 4, dernier alinéa du statut fixé par l'arrêté royal du 14 janvier 1954 reprend une disposition établie par l'arrêté royal du 29 septembre 1951 aux termes de laquelle "Les fonctions remplies par les agents de la carrière du Service extérieur sont exclues des droits de préférence accordés par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947"; toutefois, aucun article de l'arrêté royal du 14 janvier 1954 ne porte abrogation de l'arrêté royal du 29 septembre 1951. Dans le texte présentement soumis, le projet ne contient plus de dispositions semblable à celle qui a été reproduite ci-dessus. La volonté du Gouvernement est, en effet, de rétablir les droits de priorité pour les fonctions de la carrière du Service extérieur. Pour éviter toute équivoque, il ne serait pas inutile d'abroger de manière expresse l'arrêté royal du 29 septembre 1951 en complétant à cet effet l'article 63 du projet.

Selon les explications données au Conseil d'Etat, c'est intentionnellement que le Gouvernement institue présentement un régime différent pour les fonctions de la carrière de chancellerie et laisse subsister l'arrêté royal du 9 mars 1955 excluant ces fonctions des droits de priorité.

ARTICLE 6.

L'article 6, alinéa 3, prévoit que le programme du concours est établi par le Ministre des Affaires étrangères sur avis du Secrétaire permanent au recrutement.

L'expression "sur avis" est employée dans plusieurs articles du projet; certains de ces articles exigent un avis favorable comme on le précisera ci-dessous à propos des articles 53, 56 et 57.

Au contraire, à l'article 6, alinéa 3, l'avis du Secrétaire permanent est purement consultatif.

La même observation vaut pour l'article 42, alinéa 2.

ARTICLE 27.

Pour assurer la concordance avec le 3°, il serait préférable de rédiger le 4° comme suit :
"lorsqu'ils sont mis à la disposition d'un autre ministre".

ARTICLE 42.

Avant-dernier alinéa.

Il serait préférable de reprendre le texte antérieur qui était plus clair (antépénultième alinéa de l'article 48 du projet antérieur). La disposition pourrait en conséquence être rédigée comme suit :

"Les candidats qui ne se sont pas classés en ordre utile doivent, pour être admis, se présenter à un concours ultérieur".

ARTICLE 53.

On conçoit difficilement dans la matière régie par cette disposition, l'intervention du conseil de direction si ce n'est pas pour attacher un caractère

déterminant à son avis. Il n'entre certainement pas dans les intentions du Gouvernement que le Ministre puisse admettre les chanceliers et les chanceliers adjoints à participer au concours si le conseil de direction émet un avis défavorable.

Mais il reste à déterminer si, en cas d'avis favorable du conseil de direction, les agents précités doivent être admis à participer au concours ou si, au contraire, le Ministre conserve un pouvoir d'appréciation eu égard aux nécessités du service.

L'article devrait être libellé de manière à traduire sans ambiguïté l'intention du Gouvernement. Le Conseil d'Etat propose au Gouvernement d'adopter, selon la portée qu'il entend donner à la disposition, une des deux rédactions suivantes :

I. "Sur avis conforme du conseil de direction les chanceliers et les chanceliers adjoints sont admis à participer au concours d'accession au grade de chef de bureau de la carrière de l'administration centrale. S'ils se classent en ordre utile, ils sont versés dans la carrière de l'administration centrale".

II. "Si les nécessités du service le permettent, le Ministre des Affaires étrangères peut, sur avis favorable du conseil de direction autoriser les chanceliers et les chanceliers adjoints à participer ...".

ARTICLES 56 ET 57.

Les articles 56 et 57 appellent une observation semblable à celle qui a été faite au sujet de l'article 53.

Vu la nature des mesures, le Gouvernement entend probablement réserver au Ministre des Affaires étrangères le pouvoir d'apprécier si elles sont compatibles avec les nécessités du service. Le Conseil d'Etat propose dès lors la rédaction suivante :

"Si les nécessités du service le permettent, le Ministre des Affaires étrangères, peut, à leur demande et sur avis favorable du conseil de direction, transférer les chefs de bureau de chancellerie dans la carrière de l'administration centrale avec le grade de chef de bureau".

ARTICLE 61.

Il serait plus exact de rédiger comme suit le début de l'article 61 :

"Les agents stagiaires de la carrière du Service extérieur recrutés conformément à l'arrêté royal du 14 janvier 1954, porteurs de diplômes n'indiquant pas qu'ils ont été interrogé sur les matières énumérés ci-après sont soumis à un examen spécial sur :

.... ".

.../...

ARTICLE 62.

Cet article aboutit à établir deux textes différents du 1^o de l'article 14, dont l'un de caractère transitoire.

Il serait plus clair et de meilleure technique de rédiger l'article comme suit :

"Les agents de la 5e classe, recrutés en application du règlement du 15 octobre 1946, sont classés en tenant compte des facteurs suivants :

1^o les résultats des épreuves suivantes, ramenés à une cote calculée sur un maximum de 15 points pour chacune d'elles :

concours d'admission au stage,
examen prévu à l'article 13 ;

2^o cinq points sont accordés par année de service dans la 5e classe".

Het ontwerp brengt nieuwe wijzigingen aan in een vroegere tekst, waarover de Raad van State een eerste advies op 26 Juli 1955 (nr L.4833/2) en, na een eerste serie van wijzigingen een tweede advies op 24 Februari 1956 (nr L.5099/2), heeft uitgebracht. Op de meeste opmerkingen van de vroegere adviezen is de Regering ingegaan, zodat de Raad van State thans met het onderzoek van de nieuwe wijzigingen kan volstaan.

Deze wijzigingen zijn in hoofdzaak :

- 1° wederinvoering, voor de betrekkingen in de carrière buitenlandse dienst, van de door de wetten van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 verleende prioriteitsrechten;
- 2° afschaffing van het signalement voor de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst en kanselarij;
- 3° wijziging van de criteria voor de rangschikking der ambtenaren;
- 4° verhoging van de leeftijdsgrens;
- 5° invoeging van bijzondere bepalingen met betrekking tot de overgang van ambtenaren van de carrière hoofdbestuur naar de kanselarijcarrière (nieuw artikel 42).

+

+

+

.../...

ARTIKEL 5.

Artikel 4, laatste lid, van het bij koninklijk besluit van 14 Januari 1954 vastgestelde statuut neemt een bepaling over, die door het koninklijk besluit van 29 September 1951 was ingevoerd en volgens welke "de functies vervuld door de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst, uitgesloten zijn van de voorkeurrechten verleend door de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947"; geen enkel artikel van het koninklijk besluit van 14 Januari 1954 brengt echter opheffing van het koninklijk besluit van 29 September 1951. In de thans voorgelegde tekst komt geen bepaling meer voor, in de aard van de hierboven aangehaalde. De Regering wil immers de voorkeurrechten opnieuw invoeren ten aanzien van de ambten van de carrière buitenlandse dienst. Ter voorkoming van misverstand kan het wel enig nut hebben, het koninklijk besluit van 29 September 1951 uitdrukkelijk op te heffen, door artikel 63 van het ontwerp in die zin aan te vullen.

Volgens door de Raad van State ontvangen inlichtingen wil de Regering juist opzettelijk een verschillende regeling voor de ambten der kanselarijcarrière invoeren en het koninklijk besluit van 9 Maart 1955, dat de prioriteitsrechten voor deze ambten buiten toepassing stelt, laten voortbestaan.

.../...

ARTIKEL 6.

Artikel 6, derde lid, zegt dat het programma van het vergelijkend examen door de Minister van Buitenlandse Zaken wordt opgemaakt op advies van de Vaste Wervingssecretaris.

De wending "op advies" komt in meer dan één artikel van het ontwerp voor; in sommige artikelen wordt een gunstig advies geëist, zoals verder zal worden aangetoond in verband met de artikelen 53, 56 en 57.

In artikel 6, derde lid, daarentegen betreft het een gewone raadpleging van de Vaste Wervingssecretaris. Dezelfde opmerking geldt ook voor artikel 42, tweede lid.

ARTIKEL 27.

Terwille van de overeenstemming met 3° ware de tekst onder 4° als volgt te lezen : "Wanneer zij ter beschikking van een ander Minister gesteld worden".

ARTIKEL 42.Voorlaatste lid.

Het ware beter, hier de vroegere tekst over te nemen, die duidelijker was (derde laatste lid van artikel 48 van het vorige ontwerp). De bepaling kan dus als volgt worden gelezen :

"De kandidaten die niet gunstig zijn gerangschikt, moeten, om toegelaten te worden, aan een later vergelijkend examen deel nemen".

.../...

ARTIKEL 53.

Het optreden van de directieraad in de hier geregelde aangelegenheid is moeilijk denkbaar, indien aan zijn advies geen beslissend karakter wordt gegeven. De bedoeling van de Regering is ongetwijfeld niet, dat de Minister de kanseliers en adjunct-kanseliers aan het examen zou kunnen laten deelnemen, ingeval de directieraad ongunstig adviseert.

Er blijft echter uit te maken of deze ambtenaren, in geval van gunstig advies vanwege de directieraad, tot het vergelijkend examen moeten worden toegelaten, dan wel of de Minister bevoegd blijft om het geval met inachtneming van de behoeften van de dienst te beoordelen.

Het artikel behoort zo te worden gesteld, dat de bedoeling van de Regering op ondubbelzinnige wijze tot uiting komt. De Raad van State geeft de Regering een van beide volgende redacties in overweging, naar gelang van de draagwijdte welke zij aan de bepaling wil geven :

I. "Op eensluidend advies van de directieraad worden de kanseliers en adjunct-kanseliers gemachtigd deel te nemen aan het vergelijkend examen voor toelating tot de graad van bureauchef in de carrière hoofdbestuur. Indien zij gunstig gerangschikt zijn, worden zij in de carrière hoofdbestuur opgenomen".

.../...

II. "Indien de behoeften van de dienst het mogelijk maken, kan de Minister van Buitenlandse Zaken, op gunstig advies van de directieraad, de kanseliers en de adjunct-kanseliers machtigen...".

ARTIKELLEN 56 EN 57.

Bij de artikelen 56 en 57 is een zelfde opmerking te maken als bij artikel 53.

Terwille van de aard van de desbetreffende maatregelen, wil de Regering waarschijnlijk de Minister van Buitenlandse Zaken laten oordelen, of zij met de behoeften van de dienst overeen te brengen zijn. Daarom stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

"Indien de behoeften van de dienst het mogelijk maken, kan de Minister van Buitenlandse Zaken de kanselarij-bureauchefs, op hun verzoek en op gunstig advies van de directieraad, overplaatsen naar de carrière hoofdbestuur met de graad van bureauchef".

ARTIKEL 61.

Een nauwkeuriger lezing voor het begin van artikel 61 ware de volgende :

"De stagedoende ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst, die aangeworven zijn overeenkomstig het koninklijk besluit van 14 Januari 1954 en houder zijn van diploma's welke niet opgeven dat zij over de hierna volgende vakken zijn ondervraagd, worden aan een bijzonder examen onderworpen over ...".

ARTIKEL 62.

Dit artikel komt hierop neer, dat het 1° van artikel 14 twee verschillende versies krijgt; één daarvan is een overgangsberaling.

Een duidelijker en, uit een technisch oogpunt, betere lezing ware de volgende :

"De ambtenaren van de 5e klasse, aangeworven bij toepassing van het reglement van 15 October 1946 worden gerangschikt met inachtneming van de volgende factoren :

1° de in de volgende examens bekomen uitslagen, herleid tot een waardecijfer dat voor elk van die examens op ten hoogste 15 punten wordt berekend :

vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd, examen als bedoeld in artikel 13 ;

2° 5 punten worden verleend per jaar dienst in de 5e klasse".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F.LEPAGE,
de Heren :

conseiller d'Etat,
raadsheer van State,

président
voorzitter

J.COYETTE,
G.VAN BUNNEN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

G.PIQUET,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE. Le rapport a été présenté par M.HUBERLANT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H.HUBERLANT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.PIQUET.

(s.) F.LEPAGE.